

Le silence des moutons

© Marcel Sel, Un Blog de Sel, 18 août 2010

Ce matin, 17 août 2010, le nouveau président de la Chambre, André Flahaut (un socialiste qui a reçu son perchoir en échange de la présidence du Sénat à Danny Pieters, partisan de l'apartheid social) a une fois de plus affirmé que l'échec des négociations de juillet 2007 était dû au «manque de discrétion». À l'époque, Wilfried Martens avait été parmi les premiers à dire : «on parle trop». Plus tard, l'un ou l'autre politologue avait ajouté que les négociations avaient capoté parce que les partis francophones avaient prétendu n'être demandeurs de rien. Introduisant le «nihil-demandisme», un autre concept qui eut, lui aussi, beaucoup de succès. C'est que, voyez-vous, les commentateurs pensent souvent qu'être objectif implique qu'on soit aussi critique envers les deux parties d'une opposition. Si cet exercice permet quelquefois d'atteindre une objectivité souhaitable, il y a dans le cas de la Crise belge un seul agresseur, qui s'appelle «nationalisme» et qu'il faut nommer.

L'absence de discrétion et le «nihil-demandisme» des Francophones sont deux arguments bien commodes, permettant à tout un chacun de ne pas mettre l'échec de la Réforme de l'État exclusivement sur le compte des «Flamands», et de résumer une négociation chaotique en deux concepts prêts à utiliser. Du premier est née une culture du silence qui conférait à toute révélation la vulgarité d'une «fuite», du second provint la certitude que les Francophones devaient «demander quelque chose». Pourtant, lorsqu'en 2008, les Sages de la nation se réunirent en Octopus (chez Paul le Poulpe), rien ne filtra. Mais s'ils réussirent à se mettre d'accord sur ce qu'il fut convenu d'appeler des «cacahuètes», celles-ci furent promptement mises au frigo, ce qui aida à la fausse démission de Leterme en juillet 2008. Le silence avait aidé à faire illusion, mais c'était bien tout !

À l'automne de la même année, quand Kris Peeters s'en est mêlé, les discussions se sont interrompues pratiquement avant de commencer, parce qu'on allait, selon lui, tomber dans une «*praatbarak*» (café du commerce) où rien ne se déciderait, et qu'en plus, les Francophones avaient désormais le culot d'être demandeurs de plusieurs choses (extension et refinancement de Bruxelles, nomination des bourgmestres, etc.) qui n'étaient pas «discutables» aux yeux des Néerlandophones — comme si la scission de la sécu et l'apartheid bruxellois qu'elle entraînerait étaient discutables ! Le silence et le «*nihildemandisme*» ne furent donc pour rien dans ces capotages-là.

Il boit pas, il fume pas, il drague pas, mais il cause pas non plus.

Le roi du silence fut sans conteste Herman Van Rompuy. En 2009, il fut muet comme une carpe toute l'année. Pour autant, il n'avança pas d'un pouce sur le communautaire. Son immobilisme fut toutefois récompensé, et bien qu'il n'eût rien concilié du tout, on le couronna patron de l'Europe pour sa réputation de conciliateur. En 2010, un autre dinosaure, Jean-Luc Dehaene, parvenait à mener une négociation silencieuse avec lui-même. Elle fut si secrète que trois mois plus tard, personne n'a pu révéler ce que Jean-Luc avait proposé à Dehaene entre avril et mai. Tout ce qu'on sait aujourd'hui, c'est qu'il prenait tous ses repas ensemble («avec son lui-même» dirait-on à Brussel). La raison de ce dernier échec ? L'opportunisme de l'Open VLD (l'opportunisme n'est pas un crime en politique, mais peut mener au chaos, comme c'est le cas ici).

Il ne faut pas prendre les enfants de Spirit pour des canots de sauvetage.

Et, tiens, que se passait-il avant 2007 ? Voyons voir... en 2004-2005, il y eut silence total durant les négociations Verhofstadt sur BHV. C'est à peine si on devinait qu'il y avait des rencontres entre les partis ! Et à l'issue de ces tractations, on obtint un accord. Ou plutôt : on

l'obtint presque. Parce que Spirit, le petit parti autonomiste de gauche — de Bert Anciaux (aujourd'hui SP-a, socialiste) et de Geert Lambert (aujourd'hui Groen!, écologiste) —, associé à l'époque aux socialistes flamands, a finalement dit non, annulant des mois d'efforts opaques.

Force est de reconnaître que depuis qu'on bute sur BHV, la discrétion n'a pas apporté grand-chose. Ni les démineurs muets, ni les explorateurs les plus avarés de commentaires, ni l'Octopus de 2008 et sa chape de plomb n'ont rien produit de concret. Bien sûr, le bruit n'est pas pour autant plus productif : l'été 2007 avait quelque chose de meurtrier. Mais affirmer que c'est la parlotte qui fait systématiquement périlcliter les négociations revient à prétendre que les Twin Towers se seraient écroulées à cause de leur surpoids, ignorant que deux avions s'étaient préalablement encastrés dedans !

Les Tontons zwanzeurs

Car chacun sait, au fond de lui-même (mais si — cherchez bien), pourquoi ça coince vraiment : nous avons deux adversaires qui ont des visions inconciliables. L'opposition actuelle ne peut être vue, dois-je me répéter, comme une opposition entre Francophones et Flamands, mais bien entre les nationalistes partisans d'une Belgique des ethnies, et les démocrates défenseurs d'une Belgique des territoires (Flandre, Wallonie, Bruxelles et éventuellement cantons germanophones). La préformation aura au moins eu le mérite de révéler qu'il n'y a pas (toujours) de «front flamand» : il y a les nationalistes qui ont la majorité au Nord, et les socialistes, écolos et libéraux, minorisés qui, plutôt que de contrer franchement les CD&V, N-VA, LDD et VB, tentent de leur grappiller quelques voix en se montrant le plus flamingant possible sans se renier tout à fait. Pour cela, ils utilisent des torsions sémantiques qui cachent le fossé abyssal qui sépare les deux opinions (démocrates et nationalistes). Entendez qu'ils disent la même chose, mais que les mots n'ont pas le même sens : le confédéralisme prôné par

De Croo (Open VLD, libéral) ou Gennez (SP-A, socialiste) est exactement à l'opposé du confédéralisme de De Wever (N-VA, nationaliste) ! Le premier est régional, donc territorial (donc compatible avec le Traité de Lisbonne), le second est communautaire, donc ethnique.

Cela amène à des quiproquos, mis en relief par le «silence» environnant, dont un a déjà coûté aux «Francophones» de précieux points de crédibilité : quand Elio est sorti de sa réserve pour sa première conférence de presse officielle de mi-préformation fin juillet, il a «promis» une réforme de la Belgique avec basculement du centre de gravité de l'État central vers ses composantes. Un journaliste néerlandophone lui a alors demandé en substance s'il entendait par là transférer le pouvoir aux entités fédérées ou «*deelstaten*», et Di Rupo a naïvement répondu «oui». Mais avait-il conscience à ce moment-là que quand, en Flandre, on parle de «*deelstaten*», il ne s'agit pas des régions (*gewest* ou *regio*), mais des communautés ? Non.

Le cri du flamingant le soir au-dessus des péniches.

Résultat : De Standaard conclut un peu vite, dès le lendemain, que «les Francophones» étaient désormais preneurs d'une révolution copernicienne à la Kris Peeters (ministre-président de la Région flamande), avec transferts massifs vers les «*deelstaten*» Flandre et Wallonie, et suppression de la région bruxelloise (vous savez, ce machin qui empêche la Flandre d'assimiler et de flamandiser bruxelles). «Bon, ce n'est qu'un quiproquo parmi d'autres» me direz-vous ? Voire. En annonçant une telle avancée flamingante (supposée), les journalistes du Nord incitent leur opinion publique à considérer, en cas d'échec des négociations, que le Sud n'aura pas tenu ses «promesses» une fois de plus : «*maar godverdomme, Elio avait quand même promisé qu'il allait faire un Copernicaanse revolutie ?*» dira le Flamand déçu ; «*ik ben trrrromperrren parrnce que ik ben*

Waaalen» répondra l'empereur du boulevard socialiste. Mais il n'y a pas de fumée sans feu, et dans un cadre nationaliste, ce genre de bourde, c'est comme la radioactivité, ça ne s'efface qu'après 10.000 ans. On rappelle encore régulièrement en Flandre qu'il y a cent ans, le Cardinal Mercier a énoncé l'infâme «La Belgique sera Latine ou ne sera pas...» Qui oubliera de sitôt qu'Elio aurait accepté, ni plus, ni moins, et en public, qu'il y ait deux sous-nationalités à Bruxelles ?

Retour de maniv-Elio.

Isolé, le quiproquo dont le préformateur fut victime est mineur. Mais ces petits points d'infos-intox gagnés, un à un, par les nationalistes amènent l'électeur flamand au ras le bol face à une Francophonie qui lui est présentée comme rétive, puis hésitante, donnant l'impression de jouer avec ses pieds. L'électeur flamand ne naît pas nationaliste. Le président du PS s'est laissé attraper, amener dans ce jeu par une simple question de journaliste. Dangereuse naïveté ? Mauvaise compréhension du néerlandais ? Désintérêt pour les concepts flamands ? Un peu de tout ça, probablement, dramatisé parce que dès qu'un responsable rompt le silence pour parler officiellement — ce qui est immanquable dans une démocratie —, chaque mot est arraché à l'orateur avec frénésie, par des journalistes en manque physique après des semaines de noir total.

Un taxi pour Willebrouck

Le pire, c'est qu'il n'y a dans cette cession d'Elio aucun gain pour les «Francophones» ou les démocrates — d'ailleurs, dans tout ce qui serait sur la table (à écouter le silence retentissant qui entoure les discussions polichinellement secrètes), je ne vois rien de positif pour les Francophones ou les Bruxellois. C'est le tout à la Flandre. Il faut reconnaître à la décharge de l'Olivier que si le Sud ne cède pas sur tout, la négociation est vouée à l'échec. L'une des raisons de cet absolutisme, c'est que la Flandre se voit comme une Nation qui défend désormais

l'autonomie qui lui revient en tant qu'État (fédéral, confédéral ou indépendant). Face à elle, il y a une région qu'elle considère sienne (Bruxelles), et d'autre part une autre région dont elle pense qu'elle vit à ses crochets (la Wallonie). Pour les nationalistes flamands, ces deux régions sont déjà redevables à la Flandre, et l'une d'elles est de surcroît honteusement rebelle. Reconnaissons qu'un État ne peut rien accepter d'autre que «tout» dans une négociation avec une de ses composantes (Bruxelles) et une débitrice permanente (la Wallonie).

Vous me rétorquerez que les partis au pouvoir en Flandre ont tout de même accepté qu'Elio Di Rupo mène la danse ? Voyons : celui-ci ne doit sa position de pré-formateur qu'au bon vouloir de la N-VA, parce qu'au mieux, il sera (ex-futur) premier ministre d'un pays de moins en moins gérable, notamment de par l'action du Gouvernement flamand — ce qui sert la Cause flamingante —, soit il servira (et sert déjà) de faire-valoir à un De Wever qui avance vers l'autonomie sans jamais se mouiller, ni même humidifier son parti. Les Francophones ont sauté à pieds joints dans le piège, en discutant inconditionnellement avec des nationalistes, acceptant leur proximité avec l'extrême droite et les néo-nazis sans aucune réserve, et pire encore, se félicitant de leur soi-disant disponibilité à négocier. On voit d'ailleurs où le berger Bart mène les moutons fransquillons : même en cédant sur 70 % du programme flamand, ceux-ci essuient un "neen" retentissant, reproduit illico dans De Standaard. Curieux silence !

Les lions sont lâchés

L'impossibilité de trouver un terrain d'entente vient aussi du fait qu'on ne vise pas la même chose : pour les nationalistes, il y a lieu de ne rien accepter qui empêche la suite du programme autonomiste. Pour les démocrates, il s'agit d'éviter la catastrophe que serait la chute de la maison Belgique, provoquée... par les nationalistes avec lesquels ils négocient. Vous suivez ? Pour les nationalistes flamands, l'État belge n'a de sens que s'il est au service du

Peuple (flamand) et permet sa future émancipation totale. Ils ne céderont donc à la Belgique que le minimum vital pour les quelques années à venir. Aux Francos, ils ne céderont qu'un franc symbolique (ils leur transfèrent déjà soi-disant 12 milliards par an !) Quant à Bruxelles, elle est la capitale de la Flandre usurpée par les Francophones. Elle ne pourra faire l'objet d'un financement normal que lorsque les "envahisseurs" auront pour le moins fait serment d'allégeance à la Flandre, suite à quoi celle-ci pourrait se débarrasser de la Wallonie. Auparavant, l'obole laissée à la Capitale sera la plus basse possible, pour pouvoir la maintenir sous pression. Ça va faire mal socialement ? Eh oui. Mais il fallait exiger des garanties avant de négocier avec «ces gens-là» (N-VA et une bonne partie du CD&V), parce que le nationalisme est un totalitarisme où l'État est asservi à un seul Peuple sacré qui, de par le fait qu'il est le sens même de la Nation, y acquiert et y garde une valeur morale supérieure à tout autre «peuple». Walen Buiten n'est pas juste une plaisanterie d'étudiants. Le Francophone ne fait effectivement pas partie du Peuple sacré, voilà tout.

Les bartbouzes

Parce qu'il se base sur un absolu — la nécessité sacrée d'attribuer un sol sacré à un peuple sacré — le nationalisme a pour valeur suprême la Cause qui ne s'intéresse pas à la «Vérité» vraie. Il peut donc mentir effrontément : la Cause flamande est la source de toute vérité. «Bruxelles est sale.» Vérité ! «Bruxelles est victime d'une gestion catastrophique.» Vérité ! «Bruxelles vit aux crochets de la Flandre.» Vérité ! Tout ce qui prouve le contraire est balayé ou redigéré dans le discours nationaliste. Ainsi, si l'on affirme à un flamingant que la Capitale est le moteur du pays, on se prend sarcasmes et ricanements. Si on arrive à le lui prouver, il ramènera la preuve à sa logique nationaliste — un peu comme un GPS revient toujours dans la même direction — et dira : «c'est grâce aux entreprises flamandes, aux travailleurs flamands, à l'administration flamande».

À force, on a l'impression qu'il est mentalement limité, mais en réalité, c'est l'effet normal de la Cause, qui ramène tout argument à elle. Celle-ci autorise aussi la trahison de la parole donnée : les nationalistes n'ont pas à la respecter si elle va à l'encontre de la Cause. Ils ne sont jamais liés par leur signature, comme le démontre brillamment la Circulaire Peeters ou le décret sur l'inspection scolaire, parce que la Flandre et son autonomie sont plus sacrées que le respect de la parole donnée.

La Soumission de la Vérité à la Cause entraîne une distorsion des valeurs qui profite toujours au nationalisme, c'est pourquoi la démocratie, dont la cause est la Vérité, et qui peut donc bluffer, mais ni mentir, ni renier sa parole (la presse démocrate ne le lui permettrait pas), est toujours perdante (dans un premier temps du moins) face au nationalisme. Le silence fait évidemment aussi partie des principes que le nationaliste ne respecte que quand ils l'arrangent et qui tournent donc toujours à son avantage. Mais il pose aussi des questions plus fondamentales.

Le code de mon ennemi.

Tout d'abord, il y a quand même un sacré problème de démocratie quand huit personnes, pensant représenter 10 ou 11 millions d'êtres, décident en étroitesse comitè de l'avenir de la masse précitée. Dix ou onze millions de fois un être humain. Ils parlent là de notre avenir à chacun, et nous n'avons pas droit au chapitre — nous n'avons déjà pas le droit à l'information ! Ensuite, le silence est dangereux, parce qu'il rend diffuse la responsabilité de décisions ineptes. Ainsi, les seules mesures que le silence aurait pu nous apporter depuis 2007 furent celles de 2009 appelées «borrelnootjes» (cacahuètes) en Flandre. Dans ce paquet «limité» censé ouvrir la voie à plus de dialogue, il y avait la régionalisation du Code de la route. Une mesure étonnante dans un pays dont le QI moyen dépasse quand même 105 (mais est-ce le cas rue de la Loi ?) : après l'adoption de

cette scission géniale, en faisant le tour du ring de Bruxelles, vous auriez changé 7 fois de code de la route, passant du Code wallon au Code flamand à Hal, au Code bruxellois à Uccle, au Code flamand à Ruisbroek, au Code bruxellois à Anderlecht, au Code flamand à Dilbeek, au Code bruxellois à Haren au Code flamand à Vilvoorde au Code wallon à Waterloo. Mettons que le Code wallon impose 100 sur le ring, le Code flamand 70 et le Code bruxellois 120, votre vitesse maximale serait 100 — 70 — 120 — 70 — 120 — 70 — 120 — 70 — 100. Des tas de routes changeraient ainsi de code au gré de la «frontière linguistique». À l'heure où l'Europe tente d'unifier les réglementations, cette régionalisation du Code de la route dite «du premier paquet» était en fait un gros paquet de connerie. Or, qu'est-ce qui a permis d'enranger cette mesure imbécile au point que le Conseil d'État l'assassina littéralement ? Le silence ! La régionalisation du Code de la route est en effet le fruit d'un «compromis» dont les débats resteront secrets, ce qui veut dire que personne ne prendra jamais seul la responsabilité de la décision commune. Le silence est ici une source d'irresponsabilité dans tous les sens du terme. Il empêche la société civile d'exprimer ses réserves, ses doutes, de développer ses points de vue. Le temps qu'elle le fasse et la Loi est votée, le deal est passé. Le silence avantage donc le négociateur le plus exigeant ou le plus rigide (la N-VA) et les propositions les plus irresponsables.

15 milliards de dollars au soleil.

C'est aussi une arme stratégique qui empêche la partie sous pression de transmettre à «son» électorat des informations parfois cruciales sur, par exemple, l'échec (potentiel) des négociations. Se révolter bruyamment contre les demandes extrêmes des partis néerlandophones en 2007 (90 matières à scinder, une révolution copernicienne, la «soumission» de Bruxelles à la Flandre, la refflamandisation de la fonction publique bruxeloise et des hôpitaux, la régionalisation de la Mer du Nord, la rupture de la solidarité

belge...) était évidemment légitime, dès lors qu'il fallait expliquer au public francophone (et néerlandophone tant que faire se put) pourquoi on sombrait dans une crise institutionnelle qui durerait plusieurs années. Bart De Wever ayant expliqué que les Francophones bloquaient tout, les hauts cris de Milquet étaient le seul moyen de défense de Francos présentés à la Flandre comme rétifs à tout. Cette «parlotte» a tout de même permis d'asséner un électrochoc vital à la population du Sud et de Bruxelles. Dommage que Joëlle n'ait pas pu en faire un outil de réconciliation avec le Nord : son néerlandais est bien trop approximatif pour qu'elle n'apparaisse pas, à la VRT comme une énième fransquillonne incapable de parler le néerlandais de façon compréhensible. Allez, ouste Milquet. Un Pater, deux Ave, et trois mois d'immersion à Willebroek !

On a volé le quiz de De Wever

Ce qui est vrai pour 2007 est toujours aussi vrai. À nouveau, les partis nationalistes ne se sont pas privés de dévoiler des informations assez floues et anodines en apparence, mais déterminantes, qui ne pouvaient être contredites — ou plutôt nuancées — que par une «fuite» plus conséquente de l'autre partie. Le schéma est simple :

1. Le parti V lance une rumeur vague (par exemple : «F n'accepte rien de mes conditions»)

=> V apparaît comme un bon joueur face à F, joueur rétif, et lui prend du crédit.

2. Pour contrer l'image distordue, F dévoile les conditions de V, montrant qu'elles sont inacceptables, ou tout du moins, permettant au public de juger sur pièces.

=> F récupère une partie de sa réputation auprès de ses partisans et des «neutres».

=> F ne peut rien récupérer auprès des partisans de V, car ceux-ci sont convaincus du bien-fondé des conditions de V (syndrome nationaliste).

3. V fustige F pour n'avoir pas respecté les conditions de silence. Il lui donne une personnalité et un quolibet (ex. Milquet = Madame Non).

=> la critique de V est crédible : F a en effet dévoilé des choses précises, alors que V n'avait préalablement émis qu'une «vague impression».

=> auprès des partisans et des sympathisants de V, F est décrédibilisé.

=> F est au contraire plus populaire chez ceux qui auraient été lésés par les conditions imposées par V.

4. V fera remarquer dans son camp que l'impossibilité de tomber d'accord provient de la rigidité de F.

=> ceci fera gagner à V toutes les voix qui doutent de F.

À ce jeu, les plus nuancés sont toujours perdants, et le nationalisme en profite particulièrement, parce qu'il n'a pas besoin de nuances (surtout pas : De Wever n'a pas donné un seul chiffre pendant toute sa campagne ; il n'a jamais révélé les fondements «embêtants» de son programme — l'indépendance ; il n'a jamais évoqué la scission des pensions : ce sont systématiquement ses lieutenants qui ont parlé des sujets «problématiques» publiquement).

Bartette s'en va-t'en guerre.

Mise en pratique de la tactique ci-dessus : il y a trois semaines, le CD&V et la N-VA «fuitaient» que les propositions francophones étaient bien trop maigres et «qu'on avançait par centimètres alors qu'il y avait des mètres à couvrir». Une semaine plus tard, pour se justifier, les Francophones faisaient «fuirer» à leur tour les exigences des partis flamands, éraflant au passage la rigidité de la N-VA. Celle-ci s'en donne d'ailleurs à cœur joie question fuites : à lire, ce 17 août, le récit détaillé, à la tasse de café près, de la journée ultrasecrète d'hier dans De Standaard, on recommanderait bien au CD&V et à la N-VA

de se munir de Pampers Baby Dry quand ils sortent des négos.

La fuite est évidemment un outil tactique comme un autre. Mais comme les nationalistes ne sont jamais tenus à la Vérité, à l'honnêteté, au respect de la parole donnée, ils peuvent en jouer beaucoup plus finement et vulgairement que les démocrates, et en bons professionnels de la politique, ils ne s'en privent pas.

Un Schiltz en hiver

Le silence serait-il alors une erreur ? Pas vraiment : la discrétion est évidemment de mise pour toute négociation sérieuse entre personnes dont l'objectif commun est le bien de l'électeur, entendez : de tout électeur. C'est ainsi que, comme le souligne Charles Bricman sur son blog, le volksunien Hugo Schiltz et le socialiste André Cools ont pu s'entendre lors de l'élaboration du Pacte d'Egmont qui ne vit jamais le jour : ils avaient l'objectif commun de concevoir un pays qui fonctionne mieux tout en préservant les caractères particuliers des communautés et l'exception bruxelloise. Ils rencontraient ainsi des revendications autonomistes wallonnes et flamandes tout en respectant la citoyenneté belge «universelle». Bricman en conclut que l'on peut à nouveau réussir, pourvu qu'Elio et Bart s'entendent. Il néglige toutefois un point fondamental (comme beaucoup de médias du reste) : Schiltz était le leader d'un mouvement autonomiste, certes, mais démocrate. De Wever, lui, est un nationaliste. Ce qui le différencie du Vlaams Belang, de son propre aveu, c'est uniquement la «culture de l'insulte» (entendez le racisme affirmé) de celui-ci. Mais le nationalisme des deux partis est de la même nature et de la même force, ce qui explique que les émanations de l'un (TAK, VVB) manifestent si facilement avec les émanations de l'autre (Voorpost, NSV).

Autrement dit, Di Rupo et De Wever peuvent s'adorer, se porter aux nues, se chérir, jouer au scrabble ensemble, ça ne rapprochera pas les deux doctrines opposées qui les animent. De Wever veut une solution totale, et totalement

flamande. Les avantages que les Francophones ou les Bruxellois pourraient (devraient) en tirer ne l'intéressent pas une seconde. De fait, tant que le PS ne cédera pas sur pratiquement tout, il n'y aura pas d'accord, et si jamais l'Olivier cédait sur pratiquement tout, on obtiendrait une réforme de l'État qui n'aurait répondu qu'aux souhaits des nationalistes parmi les Flamands. Les Wallons et les Bruxellois n'auront rien obtenu de ce qu'ils souhaitaient, tout au plus auront-ils pu limiter les dégâts. Funeste déséquilibre dans une nation fragile. À peine les accords seront-ils entérinés que les premiers problèmes verront le jour. Ces négociations ne mènent donc à rien de bien pour la Nation Belgique. Mais ça, on ne peut pas le dire à l'électeur.

Tendre Milquet

Comme la vérité est impossible à développer trop ouvertement dans les médias «mainstream», on s'y raccroche à des épiphénomènes : ce sont les «fuites». C'est le «demandeurs de rien» des Francophones. Mais enfin, il est quand même logique de dire ce qu'on veut, même si l'on ne veut rien, non ? La Francophonie était véritablement demandeuse de très peu de choses. En quoi le dire était-il un problème, sauf si bien entendu, l'autre partie n'était pas prête à entendre ce discours ? Et même dans ce cas, n'est-il pas logique, dans une négociation équitable, que chaque partie exprime son point de vue en toute liberté ? De fait, ce n'est pas tant que les partis francophones n'étaient demandeurs de rien, c'était plutôt qu'ils ont immédiatement compris que les partis flamands ne céderaient rien, quoi qu'il arrivât. Et trois ans plus tard, il faut bien admettre que Madame Neen avait mille fois raison ! Des demandes francophones émises depuis, absolument aucune n'a été prise en compte. Vous appelez ça des négociations, vous ? J'appelle ça un massacre à la tronçonneuse.

Sale temps pour les rouches

L'on devine aujourd'hui que le rideau de

silence a permis au Parti socialiste d'avoir toute latitude pour s'agenouiller devant l'hydre nationaliste, donner cadeau sur cadeau pour calmer le grand King Bart avide de chair fransquillonne, oubliant le sens même des mots «socialisme» et «démocratie», adoubant par omission le nationalisme ethnique et linguistique au cœur de l'Union européenne en construction. La responsabilité de De Wever dans tout ce que l'Europe vivra suite à cette carpetlanditude dirupestre est écrasante. Celle des Francophones tout autant. C'est que le silence permet la compromission, pour autant qu'il y ait un parti suffisamment mouton pour, par exemple, céder BHV contre un minable droit d'inscription des habitants des six communes à facilités, abandonnant 100.000 Francophones de la périphérie de la Capitale de l'Europe de la libre circulation des gens. Si le silence (assourdissant) dit vrai, les Francophones mitoyens de bruxelles ne pourront plus voter pour les grands partis francophones comme ils l'ont fait depuis 1830. Recul du droit. Cent mille électeurs, une minorité historique. Vendue pour rien. Normal, ça, dans l'Europe des Droits de l'Homme ? Beurk. A faire rougir de honte tous les socialistes de la terre !

Mélodie en sous-social.

Mais Di Rupo a-t-il vraiment osé proposer ça, sous la chape de plomb bien commode ? L'a-t-il fait pour sauver la Belgique ou parce qu'il veut trôner ? On ne le saura pas. Toujours est-il que si l'on veut éviter que ne se reproduise la crise de 2007, se taire n'est apparemment pas le bon moyen : dès que les Francophones font mine de céder, les Flam(ing)ands rajoutent une condition. Et si, à l'arrivée, Elio acceptait toutes les conditions de Bart De Wever et de Wouter Beke (président du CD&V ad interim), le CDH le lâcherait probablement. Ou bien, ce serait la rupture de l'Olivier. Ou alors, la fédération PS de Bruxelles qui claquerait la porte. Ou encore le gouvernement de la Capitale qui se tirerait. Ou encore la population des communes à facilités ou de Dilbeek qui se retrouverait à la merci de Geert Bourgeois ou

d'autres extrémistes de cet acabit. On continuerait à brimer, menacer, intimider, refuser les Francophones ou les expats. Bruxelles resterait coincée, enclavée, menacée par la Flandre et brandie à l'étranger comme (beurk beurk beurk) «capitale de la Flandre». Notez bien que j'aime la Flandre. Mais Bruxelles n'est pas «la Flandre». L'Anschluss mental que certains Flamands organisent sur une ville d'un million d'habitants qui ne veulent qu'être libres, autres, bruxellois-punt-aan-de-lijn, m'inspire les mêmes hauts-le-cœur que la prétention du Cardinal Mercier de faire de la Flandre un pays latin.

Laissons donc le silence et le nihilisme au rayon des concepts commodes à sortir dans une conversation mondaine. Comme en 2007, il n'y a pas d'issue dans les conditions actuelles, parce qu'aucune solution ne peut satisfaire suffisamment tou(te)s les parti(e)s. Il n'y a que deux sorties possibles : l'une est de modifier radicalement les conditions de négociations, et ça suppose une révolution des mentalités, parce qu'il s'agit de créer des synergies, non plus entre les Francophones contre les Flamands et inversement, mais bien entre les démocrates de Flandre, de Bruxelles et de Wallonie, contre les nationalistes. Pour cela, il faudrait d'abord que médias et politiciens osent enfin appeler un chat, un chat et dire à l'Électeur, à l'instar de Guy Verhofstadt, ce qu'est réellement le nationalisme : un totalitarisme, un va-tout, un lent glissement vers l'intolérance et la sauvagerie. Il faudrait aussi arriver à amener les démocrates du CD&V à se démarquer des radicaux du parti et à choisir de construire un État mixte où le mot Flandre inspirerait le respect plutôt que le rejet, à éduquer l'électorat sur les réalités de la collaboration et le sens de l'amnistie, à admettre qu'on a déformé bien des choses, à remettre le drapeau belge à même hauteur que le drapeau flamand.

Ne nous cachons pas

On se doit d'être plutôt pessimiste à l'égard de cette espérance-là, mais peut-être que la

perspective de plus en plus crédible d'une crise définitive, et le chaos qui en découlerait, aura des vertus curatives sur le petit monde politico-médiatique du Nord (et du Sud). Si les démocrates ne s'unissent pas dans un gouvernement d'union et de salut nationaux, capable de recomposer l'État de façon intelligente et équilibrée, hors des dogmes nationalistes, nous en arriverons à la seconde sortie de crise possible, qui est une crise en soi, celle de l'État Belgique. Je parle bien sûr de la scission du pays. Il est donc urgent de s'intéresser à ses conséquences, de concevoir une citoyenneté belge sans la Flandre, qui pour l'avenir n'exclue pas son retour, et de définir le «périmètre» (tiens!) de sécurité que la future Belgique résiduaire devra exiger obtenir pour Bruxelles (à savoir l'intégralité du Ring), et de commencer à communiquer avec les instances internationales.

Entre-temps, faisons silence. Et écoutons l'assourdissant mutisme des moutons.

Note : les titres de paragraphes sont bien évidemment inspirés de titres de films dont Michel Audiard a écrit le scénario ou les dialogues.